



EPSM de Caen

cgthscaen@gmail.com

HEURE D'INFO ET 1er MAI

Le 13 avril, les membres CGT au CHSCT ont transmis un signalement à la direction sur plusieurs dysfonctionnements dégradant les conditions de travail, d'hygiène et de sécurité à l'EPSM . Le directeur a convoqué un CHSCT extraordinaire le 22 avril à 14H, la direction s'était armée de chiffres et de statistiques pour nous répondre.

Ce signalement évoque :

- Des difficultés à maintenir un effectif minimum sur tout l'ensemble de l'hôpital le week-end du 10 et 11 Avril impactant fortement les conditions de travail et les prises en charge des patients.
- Situation de violence à Emergence
- Organisation difficile signalée sur Bonnafé : charge de travail toujours plus importante engendrant des conditions de travail de plus en plus dégradées .
- Nombreux départs d'agents non remplacés dans tout l'hôpital.
- Difficultés pour poser les congés estivaux pour les services intra et extra, aucun retour de validation sur les unités.
- Retrait des vestiaires individuels sur le bâtiment JAMET.
- fermeture prochaine de la cuisine.
- Heures supplémentaires ne générant pas de RTT.
- prise en charge systématique des patients détenus par l'équipe sécurité soins.
- Arrêt de la vaccination à l'hôpital.

JEUDI 6 MAI À 14H15

LIEU SALLE DES AUDIENCES.

UN COMPTE- RENDU SUR CE CHSCT SERA FAIT ET NOUS DISCUTERONS ENSEMBLE DES SUITE À DONNER

Faite votre bon 3 jour avant

LE 1^{er} MAI 2021

AGISSONS POUR UN MONDE JUSTE, SOLIDAIRE ET DURABLE

Le monde traverse une pandémie depuis plus d'une année. Par ses choix, le gouvernement en France porte une lourde responsabilité sur la gestion calamiteuse de cette crise sanitaire, doublée d'une crise sociale. Des milliers d'emplois sont déjà supprimés et de lourdes menaces pèsent dans de nombreux secteurs. Force est de constater que la priorité de ce gouvernement est de servir les actionnaires au détriment de la population.

Alors que l'on annonce des plans de suppression d'emploi y compris dans des entreprises ayant bénéficié d'un large soutien financier de l'État, le gouvernement fait le choix d'imposer une réforme de l'assurance-chômage amplifiant la propagation de la précarité et de la pauvreté de la population française.

Les femmes, les jeunes, les étrangers occupant les emplois les plus précaires sont et seront aussi les premiers à subir les effets de la crise économique. Prendre des mesures de relocalisation de l'industrie pour répondre aux besoins essentiels de la population n'est pas uniquement un enjeu de sauvegarde des emplois ou de sites de production. C'est également une réponse à l'urgence des enjeux **sanitaires, environnementaux et démocratiques**. La solidarité et l'intérêt général n'ont pas droit de citer dans le monde de la finance, et c'est bien l'exploitation économique des personnes et de la planète qui nous a menés à cette situation de pandémie et d'explosion des inégalités, rendant la situation insoutenable. Ce constat est planétaire, car nous souffrons tous du même mal systémique. En effet le capitalisme ne survit que grâce à l'argent public qui le renfloue à chaque crise.

C'est pourquoi **ce 1er mai** doit être l'expression des travailleurs en France comme partout dans le monde pour revendiquer :

- **la levée des brevets sur les vaccins pour que tous les pays puissent avoir accès à la vaccination et en faire un bien commun ;**
- **des moyens pour l'hôpital public et pour l'ensemble du secteur des soins et de l'accompagnement ;**
- **des services publics de qualité et de proximité, l'arrêt des privatisations ;**
- **un plan national de relocalisation de l'industrie ;**
- **l'arrêt des licenciements et le conditionnement des aides publiques à la sauvegarde de l'emploi et de l'environnement ;**
- **l'augmentation des salaires et l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;**
- **la régularisation des travailleuses et travailleurs sans-papiers sur simple preuve de la relation de travail pour garantir l'égalité de traitement dans les entreprises ;**
- **la réduction du temps de travail à 32 heures sans perte de salaire accompagnée d'un vaste plan d'embauche de la jeunesse ;**
- **l'abandon de toutes les réformes régressives, des retraites à l'assurance-chômage ;**
- **la suppression de textes liberticides, tels que la loi sécurité globale et séparatisme, qui remettent en cause nos libertés fondamentales.**

C'est pourquoi la CGT appelle, dans l'unité la plus large, les salarié·e·s, les privé·es d'emploi, les retraité·e·s, les étudiant·e·s, les jeunes et tou·te·s les citoyen·ne·s à défilé le :

1er mai à 10H30 PLACE ST PIERRE

Pour porter leurs revendications de progrès social, international et environnemental.

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE

Caen le 29 Avril 2021 à 6h30